

L'informel,
est-ce normal ?



Comment organiser les travailleurs dans l'économie informelle ?

La syndicalisation dans l'économie informelle : un guide issu du monde du travail des vendeurs de rue et vendeurs sur les marchés

StreetNet International, un fier membre du mouvement international des travailleurs de l'économie informelle, s'exprime pour expliquer pourquoi il est important de promouvoir l'organisation au niveau local parmi les travailleurs de l'économie informelle et comment les acteurs syndicaux traditionnels peuvent y contribuer. Rejoignez-nous pour en savoir plus sur notre combat et découvrir pourquoi nous devons nous organiser et tisser des liens solides de solidarité internationale.

Comment pouvons-nous renforcer le pouvoir des travailleurs, la solidarité, l'unité et les actions collectives parmi les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés ?

Même si le monde du travail dans l'économie informelle peut sembler à des années-lumière de la réalité des travailleurs du secteur formel dans l'industrie, les services et le secteur public (qui sont reconnus, protégés par des dispositions légales leur permettant de mener des activités syndicales avec soutien et appui, et qui ont le droit de faire grève), les principes d'organisation impliquent les mêmes types d'activités :

- Recruter : amener des travailleurs à rejoindre l'organisation
- Construire et maintenir une organisation démocratique
- Faire émerger des dirigeants syndicaux responsables et soucieux de l'intérêt des membres
- Renforcer l'autonomie des membres par le biais de l'activisme, de l'éducation et de l'information
- Représenter les membres à titre individuel et lors des négociations collectives
- Gérer les problèmes et les litiges
- Soutenir les actions de masse et les campagnes des travailleurs
- Fournir des services pour et avec les membres



- Et s'appuient sur les trois grandes lignes directrices du mouvement syndical • Obtenir des améliorations réelles, immédiates et concrètes dans la vie des travailleurs ;
- Donner aux travailleurs le sentiment d'être maîtres de leur propre destin ;
 - Modifier les rapports de force.

Mais quelles sont les caractéristiques spécifiques des travailleurs de l'économie informelle ?

Les difficultés rencontrées par les travailleurs informels reflètent un conflit plus large entre le travail et le capital. Bien que les vendeurs de rue et ceux qui travaillent sur les marchés soient, pour la plupart, des travailleurs indépendants (travaillant à leur compte), ils sont néanmoins victimes d'exploitation et d'exclusion.



Les espaces publics sont souvent considérés comme des marchandises, tandis que les gouvernements se refusent à assumer la responsabilité de protéger les droits des travailleurs informels. Il est donc important que les syndicats élargissent leur vision du travail et reconnaissent les travailleurs informels comme une composante essentielle de la classe ouvrière mondiale.

Principaux défis rencontrés par les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés à travers le monde :

- Harcèlement et criminalisation ;
- Expulsions forcées de leurs lieux de travail et confiscation de leurs biens ;
- Exclusion de la protection sociale et des droits du travail ;
- Manque de consultation en matière d'urbanisme, d'octroi de licences, de décisions relatives aux infrastructures des marchés et de gestion des espaces publics.

Les travailleurs indépendants appartiennent-ils à la classe ouvrière ?

- Les travailleurs informels représentent jusqu'à 60 % de la main-d'œuvre mondiale, soit environ 2 milliards de personnes (OIT).
- Ils exercent leur activité pour l'essentiel sans protection juridique, sans contrat formel et sans couverture sociale adéquate.
- Ils restent largement exclus des espaces traditionnels dédiés au dialogue social.
- Les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés comptent parmi les personnes les plus touchées par l'exclusion et l'informalité, et sont dépourvus de représentation.
- La majorité des vendeurs de rue sont des femmes.

L'individualisme et l'esprit d'entreprise : des menaces majeures



La restructuration du monde du travail, la « normalisation » de l'emploi précaire, l'externalisation et l'automatisation de la production et des services, ainsi que l'émergence de nouveaux emplois liés aux technologies et le chômage généralisé, ont eu un impact dévastateur sur l'identité de la classe des travailleurs.

L'entrepreneuriat se présente sous un double aspect trompeur. D'une part, il est la force motrice des plus démunis, qui repartent de zéro, travaillent dur, créent et inventent des moyens de subsistance pour assurer leur survie et aller de l'avant.

D'autre part, c'est une propagande idéologique disséminée selon laquelle ceux qui travaillent à leur compte sont leurs propres patrons, des entrepreneurs, des personnes autonomes, et que leur succès dépend uniquement de leurs propres efforts, « surmontant » la position subordonnée que représente le fait d'avoir un emploi. Leurs pairs ? Ce sont des concurrents. La collectivisation ? Une perte de temps. La politique : ils sont tous pareils et corrompus, alors pourquoi s'impliquer dans la politique, les élections et participer aux processus décisionnels ?

L'État ? Il n'a rien à garantir. Qu'il cesse simplement de nous taxer et de nous réprimer.

Ces travailleurs représentent jusqu'à 60 % de la main-d'œuvre mondiale. Il incombe au mouvement syndical de leur dispenser une éducation politique et de les aider à SE PERCEVOIR COMME DES TRAVAILLEURS, à s'organiser, à se mobiliser et à revendiquer ce qui leur revient de droit.

Comment syndiquer les travailleurs informels ?



Quand les centrales syndicales se mobilisent pour syndiquer les travailleurs informels

Il existe des exemples où les syndicats traditionnels ont contribué à la syndicalisation des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés et ont joué un rôle déterminant dans la création de leurs organisations. **Ces expériences montrent à quel point il est important que le mouvement syndical traditionnel relève le défi de représenter l'ensemble des travailleurs.**



En savoir plus sur l'initiative du Congrès ghanéen des syndicats (GTUC) visant à étendre son action à l'économie informelle

En 1996, le Congrès ghanéen des syndicats (GTUC) et ses 17 syndicats affiliés, qui comptaient un demi-million de membres, ont relevé le défi de syndiquer les travailleurs informels.

Le GTUC a encouragé les syndicats à créer des structures susceptibles d'intégrer les travailleurs informels, que ce soit en les recrutant directement ou en s'affiliant à des associations existantes de travailleurs informels.

Les 17 syndicats nationaux affiliés au GTUC ont mis en place des bureaux chargés du secteur informel afin d'aller à la rencontre des travailleurs informels. Aujourd'hui, au Ghana, 80 à 85 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle.

La motivation du GTUC reposait sur trois facteurs :

- **La solidarité avec les travailleurs informels, qui constituent la frange la plus vulnérable et la plus défavorisée de l'ensemble de la population active.**
- **La chute spectaculaire du nombre de membres des syndicats eux-mêmes.**
- **Les similitudes croissantes entre les conditions de travail dans l'économie formelle et informelle, en raison de l'« informalisation » du travail.**

Il n'était pas nécessaire que tout le monde suive un modèle unique. Il a été demandé aux syndicats de revoir leurs propres documents statutaires et structures afin de pouvoir intégrer les travailleurs informels dans leurs activités. Certains affiliés avaient déjà entrepris cette démarche.

L'approche globale consistait à :

- **encourager et soutenir les affiliés ;**
- **recenser les organisations existantes de l'économie informelle et nouer des relations avec elles ;**
- **encourager les organisations existantes de l'économie informelle à s'affilier soit à des syndicats nationaux, soit directement au GTUC ; et**
- **recenser des travailleurs spécifiques du secteur informel et mener des projets pilotes de syndicalisation afin d'en tirer des enseignements pour la suite du travail de structuration.**



En 2001, le GTUC a mis en place un bureau dédié à l'économie informelle au sein du département chargé du travail syndical auprès de la centrale nationale, dans le but de coordonner les différentes initiatives menées par le GTUC et ses affiliés visant à syndiquer les travailleurs informels, fondé sur le principe de **la solidarité des plus forts envers les plus faibles**.

Le GTUC a compris que pour syndiquer les travailleurs informels, il fallait faire preuve de souplesse et d'innovation. De nombreux travailleurs du secteur informel ne pouvaient pas payer de cotisations syndicales régulières en raison de l'instabilité de leurs revenus. Les syndicats se sont donc d'abord attachés à instaurer la confiance plutôt qu'à percevoir des cotisations. Certains syndicats ont gagné le soutien des travailleurs en les aidant à résoudre leurs problèmes avec les autorités locales. Le GTUC a également coopéré avec des organisations non gouvernementales (ONG) favorables aux travailleurs et ayant une expérience dans la prestation de services aux travailleurs informels. Grâce aux partenariats avec des organisations telles que StreetNet et WIEGO, le GTUC a renforcé ses efforts en matière de recherche, de plaidoyer et de syndicalisation.

L'un des plus grands défis pour le GTUC a été de développer les négociations collectives pour les travailleurs informels. Contrairement aux travailleurs formels, les travailleurs informels n'ont souvent pas d'employeur. Les syndicats négocient donc avec les pouvoirs publics sur des questions telles que les impôts, les loyers, les redevances de marché et l'accès à l'espace public. Malgré ces difficultés, le GTUC a réussi à accroître le nombre de ses membres et à renforcer le mouvement syndical.

Recommandations

Il n'existe pas de recette miracle pour syndiquer les travailleurs informels, mais voici quelques recommandations destinées à faciliter cette tâche :

- Les organisateurs devraient se concentrer sur les associations existantes de travailleurs informels plutôt que de se contenter du recrutement individuel.
- Il convient d'encourager les travailleurs informels à s'organiser tout en nouant des liens avec les syndicats.
- Les stratégies de syndicalisation doivent répondre aux besoins spécifiques des différents groupes de travailleurs, auxquels il convient d'offrir formation et éducation.
- Le plaidoyer est également essentiel pour faire adopter des lois et des politiques garantissant des normes minimales du travail et protégeant les droits des travailleurs.
- La chose la plus importante consiste à inclure directement les travailleurs informels dans le dialogue social et les processus de négociation collective afin qu'ils puissent s'exprimer par eux-mêmes.



Comment syndiquer les travailleurs informels ?



Lorsqu'il s'agit d'une syndicalisation ascendante mise en place par les travailleurs informels eux-mêmes

De nombreux exemples montrent également que les travailleurs informels ont organisé de manière autonome des stratégies innovantes et audacieuses de syndicalisation et de recrutement au niveau local. C'est le cas de la majorité des affiliés à StreetNet.



En savoir plus sur l'exemple de l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA)

Un autre exemple important est celui de l'Association des Travailleuses indépendantes (SEWA) en Inde. Fondée en 1972, la SEWA est un syndicat représentant les travailleuses informelles. Elle compte aujourd'hui près de 2 millions de membres, ce qui en fait l'une des plus grandes organisations de travailleurs informels au monde. La SEWA regroupe des femmes pauvres exerçant une activité indépendante qui gagnent leur vie grâce à leur propre travail ou à de petits commerces.

Les principaux objectifs de SEWA consistent à syndiquer les travailleuses et leurs familles afin de les aider à obtenir le plein emploi, ce qui leur garantit la sécurité au travail, la sécurité des revenus, la sécurité alimentaire et la sécurité sociale. Concrètement, cette stratégie est mise en œuvre grâce à une action combinée de syndicalisation et de développement coopératif.

Dès ses débuts, la SEWA fut confrontée à une certaine résistance. Le ministère du Travail refusa dans un premier temps de l'enregistrer en tant que syndicat, au motif que ses membres n'avaient pas d'employeur reconnu. La SEWA fit valoir que les syndicats avaient pour vocation de rassembler les travailleurs, indépendamment de leurs relations de travail, et finit par obtenir une reconnaissance officielle et fut enregistrée en tant que syndicat en avril 1972.

La SEWA allie syndicalisme, développement coopératif et autonomisation des femmes. Elle compte parmi ses membres des travailleurs ruraux et urbains, tels que des ouvriers agricoles, des ouvriers du bâtiment, des éboueurs, des artisans, des travailleurs à domicile et des vendeurs de rue.

Le travail de syndicalisation dans les villes s'est considérablement développé grâce à une approche axée sur les campagnes, la stratégie de la SEWA visant à multiplier les opportunités d'emploi, à accroître les actifs des femmes, à développer le leadership et à offrir une protection sociale. La SEWA collabore également avec les programmes de développement gouvernementaux.

La SEWA a été décrite comme un syndicat, un mouvement de femmes et un mouvement coopératif. Il s'agit là de fonctions complémentaires et synergiques de l'organisation, qui reflètent une approche intégrée visant à garantir la sécurité de l'emploi et la protection sociale de ses membres.

L'un des plus grands atouts de la SEWA réside dans son réseau de coopératives et d'organisations de services. Elle a fondé la SEWA Bank en 1974 (qui compte 4 000 membres) afin de fournir des microcrédits et des services financiers à ses membres. En outre, la SEWA propose des services de soins de santé, de garde d'enfants, d'assurance, de logement et d'aide à l'approvisionnement en électricité. Lors de crises telles que des pandémies, des violences communautaires ou des catastrophes naturelles, la SEWA a aidé ses membres à survivre et à rétablir leurs moyens de subsistance.

La SEWA a également noué de solides alliances internationales. Elle est affiliée à plusieurs organisations syndicales mondiales et a contribué à la création de l'organisation « Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Organisation » (WIEGO). Au fil du temps, la SEWA s'est imposée comme une centrale syndicale nationale et s'est affiliée à la Confédération syndicale internationale (CSI). Son succès démontre que les travailleurs informels peuvent créer des organisations puissantes, capables de défendre les droits des travailleurs et d'améliorer leurs conditions de vie.



L'approche de StreetNet en matière d'organisation

- **Formation des affiliés et des centrales syndicales à l'organisation des vendeurs de rue : sensibilisation et renforcement des capacités stratégiques**
- **Formation des leaders des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés aux techniques de négociation**
- **Développement d'initiatives d'économie sociale et solidaire**

Le dialogue social inclusif est l'une des revendications centrales de StreetNet. Le dialogue social désigne les négociations et les discussions entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements concernant les politiques et les droits du travail. Cependant, la grande majorité des travailleurs informels sont exclus de ces processus car ils ne sont pas officiellement reconnus comme des travailleurs. Cette exclusion porte également atteinte à la démocratie et à la justice sociale. Si les travailleurs informels ne sont pas représentés, la majorité de la main-d'œuvre mondiale n'a alors pas son mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie et leurs moyens de subsistance.

Les travailleurs informels doivent être reconnus comme tels et occuper la place qui leur revient : celle d'une composante importante de la classe ouvrière et du moteur de l'économie mondiale.



Rien ne se fera pour nous sans nous

Le dialogue social est le fruit d'un combat de longue haleine mené par les travailleurs au fil des siècles et ne peut exclure la majorité de ses membres de base. Nous sommes organisés et nous nous identifions comme la classe ouvrière, qui doit être intégrée et considérée comme un élément central de la classe mondiale des travailleurs.

StreetNet est une alliance mondiale fondée en 2002 qui représente les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés issus de 62 organisations réparties dans 56 pays réunissant plus de 800 000 membres à travers le monde

 media@streetnet.org.za

 [@StreetNetInternational](https://www.facebook.com/StreetNetInternational)

 streetnet.org.za

 [@street_net_international](https://www.instagram.com/street_net_international)